

## AMÉNAGEMENT DE 36 NOUVELLES ZONES INDUSTRIELLES

## Benmeradi expose le projet à l'APN

**La commission des finances et du budget de l'APN a auditionné, lundi dernier, le ministre de l'Industrie, des PME et de la Promotion des investissements, M. Mohamed Benmeradi en l'occurrence. Et ce, dans le cadre d'une série de réunions consacrées au projet de la loi de finances complémentaire 2011.**

**Lyas Hallas – Alger (Le Soir) –** Ainsi, le foncier industriel était le point focal des discussions puisque le gouvernement devrait investir 70 milliards de dinars pour l'aménagement de 36 nouvelles zones industrielles, lors des cinq prochaines années. L'opération sera financée à hauteur de 10 % sur le budget de l'Etat.

Et par des crédits bancaires pour le reste. Les besoins étant largement supérieurs à l'offre, notamment au centre du pays où les investisseurs ne trouvent plus un hectare pour s'installer, le gouvernement, moyennant un abattement fiscal, compte les orienter vers les Hauts-Plateaux et les hautes plaines notamment. Le communiqué diffusé par l'APN à cette occasion ne précise pas dans quelles

régions elles seront aménagées ni la formule qui devra être adoptée pour la gestion de ces zones. L'on parle, cependant, du côté du ministère de l'Industrie, que ces zones industrielles seront réparties à travers 20 régions.

De même que l'on privilégiera les régions les mieux desservies par le réseau routier et où se trouvent des ports ou aéroports. Pour la gestion de ces zones, les actifs fonciers seront soit «cédés de gré à gré à l'Agence nationale d'intermédiation et de régulation foncière (Aniref), soit l'Etat reste propriétaire et accorde un mandat à cet organisme pour l'aménagement et la gestion de ces zones, ou créer carrément un nouvel organisme qui associera l'Aniref à des privés pour la réalisation et la gestion de ces



Photo : DR.

zones». Des zones, indique-t-on, conçues en «projets intégrés», c'est-à-dire, qui seront dotées de toutes les commodités nécessaires (hôtels, banques,...). Le recensement réalisé par l'Aniref fait état d'un besoin de l'ordre de 6 400 hec-

tares en foncier industriel, au moment où l'offre, 20 fois moins que cette demande, se raréfie de plus en plus, notamment à Alger où le mètre carré coûte excessivement cher. Le communiqué de l'APN souligne, par ailleurs, les explica-

tions apportées par le ministre de l'Industrie s'agissant des «cinq conventions conclues avec des firmes allemandes pour le lancement d'investissements dans le domaine de la mécanique à Alger et à Constantine».

M. Benmeradi a également précisé aux membres de la commission que sur 12 dossiers français d'investissement, gelés depuis quelque temps, 10 ont trouvé une issue favorable tandis que 2 sont encore au stade de l'étude et de la négociation. Négociation ayant trait au volet commercial.

Les membres de la commission des finances et du budget ont soulevé par la même occasion plusieurs questions comme la mise à niveau des PME, la mauvaise exploitation du foncier industriel et aussi le sort de certaines anciennes sociétés nationales. Des questions pour lesquelles le communiqué n'a pas fait mention des réponses du ministre. **L. H.**

## SELLAL ESTIME QUE LA DISPONIBILITÉ DE L'EAU POTABLE A ÉTÉ RÉGLÉE :

## «Nous axons nos efforts sur l'eau destinée à l'agriculture»

**Le ministre des Ressources en eau a affirmé que les efforts de son département visent actuellement à prendre en charge les insuffisances de l'eau destinée à l'agriculture puisque le problème de l'eau potable est désormais réglé.**

**Irane Belkhedim-Alger (Le Soir) -** «Aujourd'hui, tous nos efforts visent à assurer plus d'eau pour l'agriculture puisque le problème de l'eau potable a été, en grande partie, résolu. La plupart des grands projets lancés ces derniers temps concernent l'agriculture», a affirmé Abdelmalek Sellal lundi, lors d'une visite de travail qu'il a effectuée dans la wilaya de Laghouat. Par la réalisation de nouveaux barrages et de nouvelles stations de traitement des eaux usées, les autorités ambitionnent d'assurer plus d'eau destinée à l'irrigation.

A Laghouat, l'eau potable est disponible, c'est celle destinée à l'irrigation qui manque. C'est l'objectif premier des stations de traitement des eaux polluées d'Aflou et de Bordj Senouci et des deux barrages Seklafa et Kheneg Sidi Brahimi que Abdelmalek Sellal a inspectés. Lancés en 2008, les travaux du barrage de Seklafa avancent lentement (13%). La livraison est prévue en décembre 2012.

«La construction de ce barrage est un rêve qui a hanté les habitants de la ville pendant plus de vingt ans. J'ai été wali de Laghouat et je le sais», a indiqué le ministre. Pris en charge par l'entreprise nationale Cosider, le chantier enregistre des retards. Le ministre a attribué cela aux lenteurs adminis-

tratives. La validation dudit projet a nécessité près de deux ans, la réalisation de l'étude d'exécution de la digue a également duré plus de six mois. «Le changement du code des marchés publics nous a obligé à revoir toute la démarche.

Les cadres de Cosider n'ont pas où aller, Cosider c'est moi !», a soutenu Abdelmalek Sellal, avant d'ajouter que le respect des délais de réalisation reste une «guerre permanente» que ses services mènent contre les entreprises.

Ce n'est pas toujours une réussite. L'appel d'offres pour le marché de l'étude d'exécution et de surveillance des travaux a été lancé le 19 avril, l'ouverture des plis est attendue le 9 juin prochain.

En septembre, les travaux redémarreront. Le barrage de Seklafa devra être livré en 2013 et sera destiné à l'irrigation de 5 000 ha à Tadjmout et Oued M'zi et alimentera 12 communes en eau potable.

En outre, les travaux de réalisation de la station d'épuration des eaux usées de la ville d'Aflou n'ont pas démarré puisque la procédure de passation du marché n'a pas encore été finalisée.

Le marché est attribué temporairement au groupement Stereau/Hydrao Amenagement/Saur (France Algérie France) pour un délai de 18 mois.

La station d'épuration des eaux usées de la ville de Laghouat, réalisée par le groupement algéro-belge Keppel Seghers Hydro-Technique, sera livrée en juin prochain. Enfin, le ministre a visité le barrage de Kheneg Sidi Brahimi, situé sur l'Oued Touil. D'une capacité de 12 millions de mètres cubes, son eau est destinée à l'irrigation agricole.

## Faire travailler les entreprises nationales

Le ministre a, une nouvelle fois, insisté sur la nécessité de faire travailler des entreprises nationales dans les projets de construction.

«Nous octroyons les grands derniers projets à des entreprises nationales, qu'elles soient publiques ou privées, sans aucune distinction», a indiqué le ministre des Ressources en eau, précisant que son département sollicite les entreprises étrangères lorsque les entreprises nationales ne maîtri-



Photo : Samir Sid

sent pas la technique recommandée. Abdelmalek Sellal a estimé que son département a «redonné la vie» à des entreprises mortes comme Sider et Seror.

Cosider gère actuellement la réalisation de cinq barrages. Cette

année, 13 barrages sont en cours de construction à travers le pays.

Le ministre a estimé que les nouveaux projets lancés annuellement dans son secteur génèrent 17 000 emplois.

**I. B.**

## INVESTISSEMENTS

## Visite d'une délégation américaine à Oran

**Les opportunités d'affaires et d'investissements dans des secteurs hors hydrocarbures est ce qui a motivé la venue hier à Oran de la délégation d'hommes d'affaires américains qui ont eu à rencontrer certains de leurs homologues locaux.**

Organisé par la CCIO et le Conseil des affaires américano-algériennes qui ne représente que 40% dans cet organisme, ce rendez-vous, construit autour d'ateliers, a permis de cibler quelques-uns des secteurs qui intéressent les Américains. En effet, les secteurs des transports, pharmaceutiques, des routes, du BTPH, etc. sont la cible d'un forcing de la part de la délégation américaine qui a pu, il y a 48 heures, découvrir des projets structurants lors de leurs entretiens avec les ministères concernés. Ainsi, la priorité serait donnée aux projets de la rocade des Hauts-Plateaux, l'autoroute Est-Ouest, ayant échappé aux Américains, le secteur des chemins de fer avec la

perspective de renouveler les locomotives diesel de General Motors ainsi que l'industrie pharmaceutique. Sur ce point, le président du conseil d'affaires américano-algérien a évoqué un projet très important qui pourrait voir le jour : la création d'un pôle pharmaceutique et biotechnologique, à l'image de ce qui a été fait en Asie. Sur cette question, une rencontre devrait se tenir à Alger les 8 et 9 juin prochain, avons-nous appris. Mais le fait de citer des essais pharmaceutiques fait d'ores et déjà réagir certains qui voudraient que l'Algérie se dote de garde-fous pour ne pas voir éclater des scandales liés à l'industrie pharmaceutique comme en Asie.

Côté algérien, la position stratégique de notre pays au centre du Maghreb et la porte qu'elle ouvre sur l'Afrique, font qu'elle devienne une priorité pour cette offensive américaine en matière d'économie. Il faut dire que depuis que les EU ont élaboré un plan faisant du Maghreb une entité géographique et économique autonome, le regard sur l'Algérie est plus positif et inté-

ressant. C'est surtout dans le domaine de l'agroalimentaire que l'Algérie trouve des opportunités d'exportations grâce à un programme mis en place aux EU qui ont établi une liste de 3 400 produits agroalimentaires exemptés de taxes. Sur le plan politique, le conseiller de l'ambassade américaine à Alger, William Jordan, a évoqué l'intérêt de son pays de voir une réouverture des frontières algéro-marocaines qui permettrait ainsi de concrétiser ce projet d'intégration économique de la région, soulignant encore que «des signes laissent à penser que ce serait possible bientôt».

Et d'ajouter : «C'est aux acteurs politiques des pays concernés de décider». Quant à l'annonce des réformes dans notre pays dans le discours du président Bouteflika, le représentant de l'ambassade estime qu'il s'agit «de réforme politique. Ce que l'on attend c'est un accompagnement de ces réformes. A l'Algérie d'en décider l'ampleur et le rythme».

**Fayçal M.**

## «Les réserves actuelles en eau potable permettent une alimentation correcte»

Les 65 barrages du pays ont enregistré un taux de remplissage de 75,5%, soit une réserve de 4, 36 milliards de mètres cubes, a indiqué le ministère des Ressources en eau. «Les réserves actuelles permettent d'assurer une alimentation en eau potable correcte sur l'ensemble du pays.» En effet, les dernières précipitations ont été très bénéfiques.

Le taux de remplissage dans les régions du Centre et l'Est du pays a augmenté. Les 12 barrages du Centre ont atteint 83% avec 8 barrages remplis à 100%. Dans l'Ouest, l'on recense un taux de remplissage de 59%, soit une hausse de 10%. Les 17 barrages de la région du Chellif enregistrent une hausse de 3,5% (63,5%). En outre, les 23 barrages de l'Est sont remplis à 87,5% avec 15 barrages remplis à 100%. «Une augmentation du volume est attendue dans les prochains jours, après les derniers écoulements des bassins versants», estime-t-on. **I. B.**